

## Opinions et pratiques environnementales des Français en 2013

Conscients des enjeux écologiques mais inquiets face à la crise économique, les Français se montrent plus réservés que par le passé quand il s'agit de modifier leur mode de vie en adoptant des pratiques respectueuses de l'environnement. Depuis le début des années 2010, la sensibilité des Français à l'égard de l'environnement continue en effet de progresser mais se traduit de manière moins manifeste à l'échelle individuelle. Disposés à limiter les gaspillages et à acheter davantage de produits locaux,

les consommateurs souscrivent assez largement aux principes de sobriété et de proximité pour des raisons qui sont toutefois plus économiques qu'écologiques. Exprimant des opinions variées selon leur âge, leur niveau d'étude ou leur lieu d'habitation, les Français s'accordent à penser que les pouvoirs publics ont un rôle important à jouer pour les accompagner vers un modèle de société plus respectueux de l'environnement.

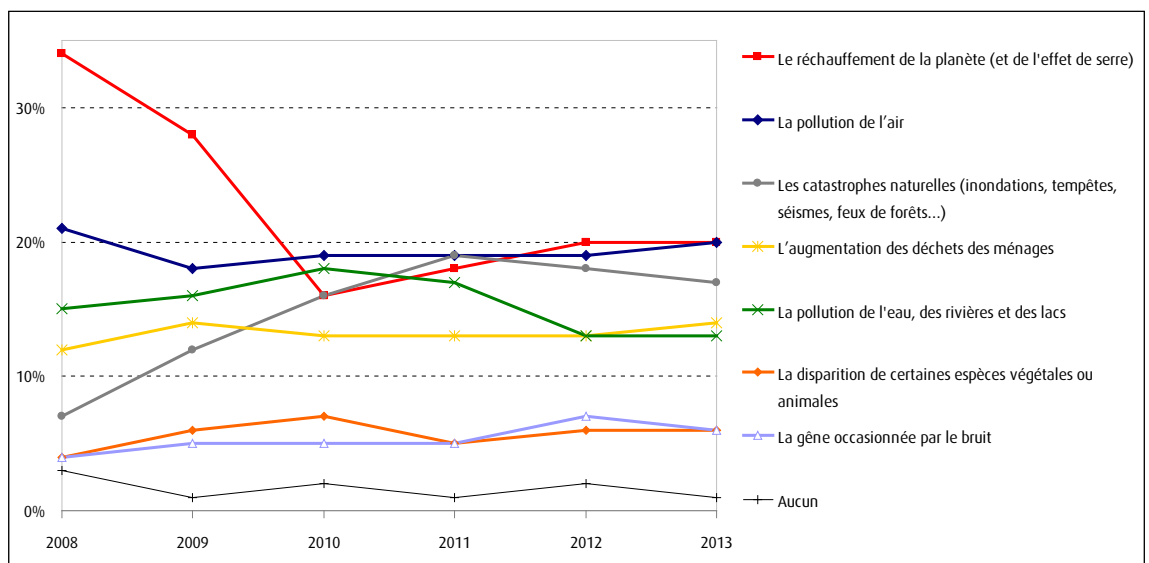
### L'évolution des préoccupations environnementales

En 2013, les trois principales préoccupations environnementales des Français restent identiques aux deux années précédentes. Au premier rang de celles-ci, la question de la pollution de l'air rejoint celle du changement climatique (20 %). Au troisième rang, la préoccupation à l'égard des catastrophes naturelles accuse un recul pour la deuxième fois, mais reste nettement au-dessus de son niveau de 2008. Réalisée peu avant les inondations qui ont touché la Bretagne à la suite du passage de la tempête Dirk fin 2013, l'enquête n'est pas en mesure d'enregistrer une évolution de l'opinion comparable à

celle qui avait suivie Xynthia en 2010.

Jugée moins importante que par le passé, la préoccupation à l'égard de la pollution de l'eau, des rivières et des lacs n'est évoquée que par 13 % des enquêtés, pour la deuxième année consécutive. Pour la première fois, elle se trouve même devancée par la question de l'augmentation des déchets ménagers. Toujours loin derrière, les problèmes de biodiversité et de nuisance sonore apparaissent comme bien moins inquiétants (6 %) du point de vue des ménages.

**Parmi les problèmes suivants liés à la dégradation de l'environnement, quel est celui qui vous paraît le plus préoccupant ?**

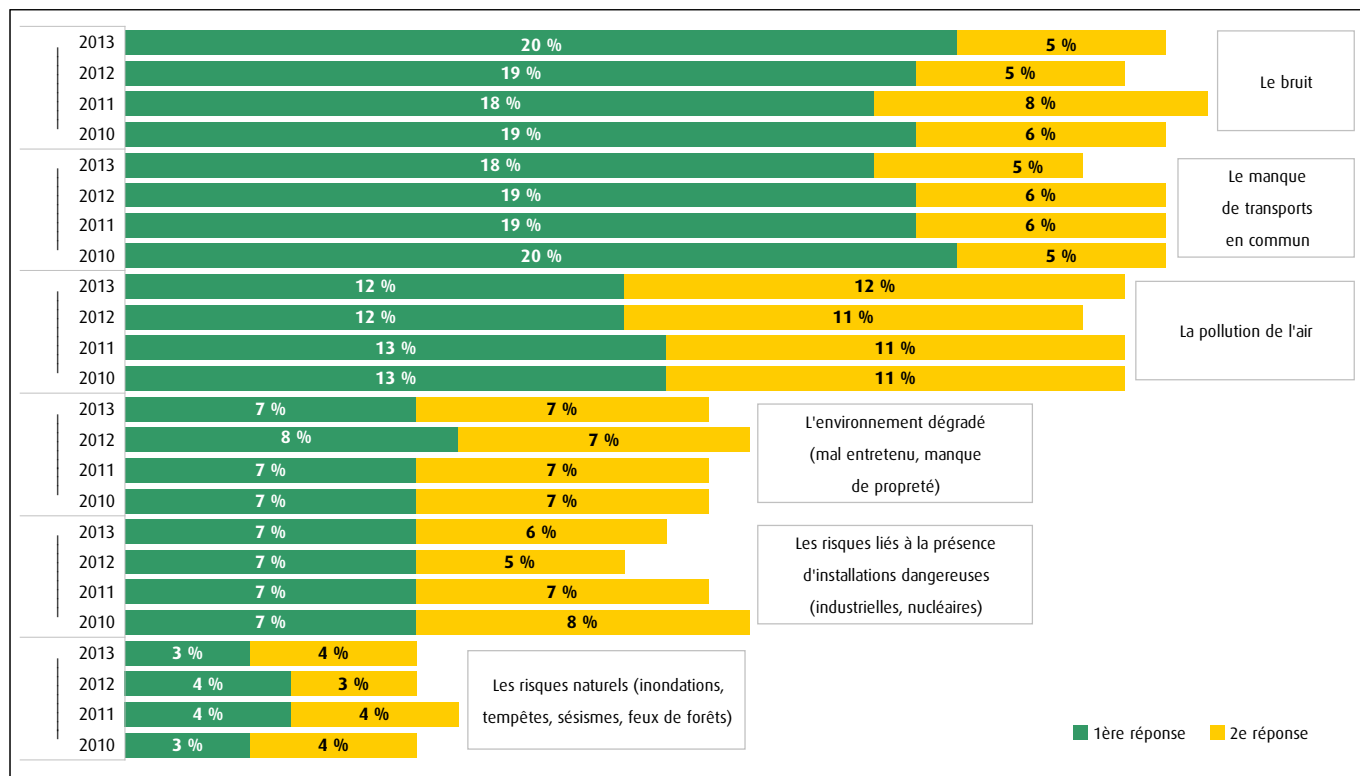


Source : Insee-SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages (2008-2013)

Interrogés sur le problème environnemental qui les affecte le plus au quotidien, les Français sont de plus en plus nombreux (30 %) à n'en déclarer aucun en particulier. Trois des sujets de préoccupations évoqués dans l'enquête accusent une baisse relative (- 1 point) : le manque de transports en commun, la dégradation du cadre de vie et l'exposition aux risques industriels. Par ailleurs, même si les réponses

citant la pollution atmosphérique et les risques naturels restent à un niveau stable, ces deux problèmes se situent à un niveau bien inférieur à ce qu'il était cinq ans auparavant. Seul sujet de préoccupation en progression, la question des nuisances sonores s'impose en 2013 comme le principal problème que rencontrent les Français à l'échelle de leur quartier (20 %).

### Parmi les problèmes suivants, quels sont les deux qui concernent le plus votre quartier ?



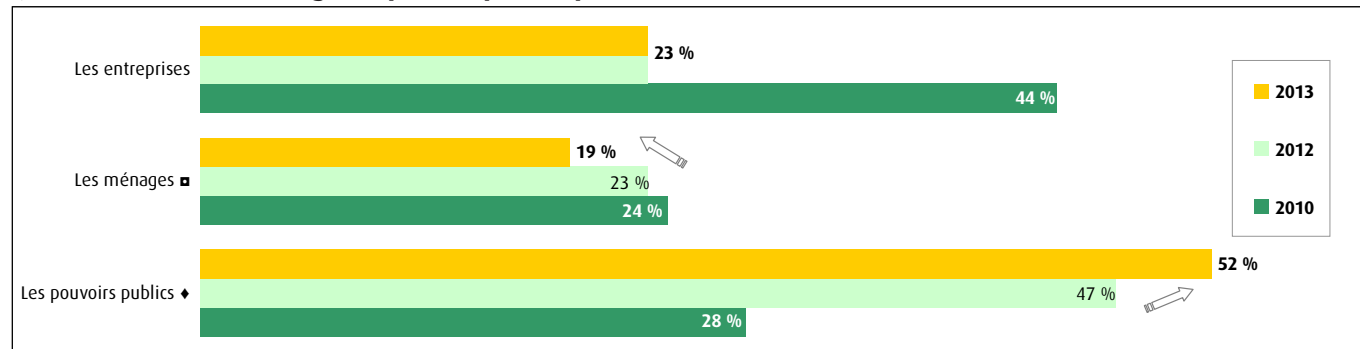
Note : le graphique ne prend en compte que les problèmes déclarés. Les enquêtés sont pourtant de plus en plus nombreux à répondre « Aucun » en premier (29 % en 2010 ; 28 % en 2011 et 2012 ; 30 % en 2013) ou en second choix (58 % en 2010 et 2012 ; 54 % en 2011 ; 60 % en 2013).

Source : Insee-SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages (2010-2013)

Pour protéger l'environnement, les Français attendent moins des entreprises que par le passé et considèrent majoritairement (52 %) que c'est d'abord aux pouvoirs publics d'agir en la matière. Dans le même sens, moins d'un ménage sur cinq juge désormais que c'est à l'échelle individuelle qu'il est prioritaire d'agir en faveur de la protection de l'environnement. Selon le lieu de résidence des

personnes enquêtées, des surreprésentations notables s'observent : dans les grandes agglomérations (et en région parisienne en particulier), une forte attente s'exprime envers les pouvoirs publics ; tandis que dans les zones moins peuplées, les ménages déclarent plus fréquemment que c'est à eux d'agir.

### Qui devrait, selon vous, agir en priorité pour la protection de l'environnement ? \*



Remarques : dans l'enquête menée en 2010 par le Credoc pour le compte de l'Ademe, certains intitulés différaient :

\* Question : « Selon vous, qui doit en priorité changer ses comportements pour assurer le respect du développement durable ? ».

♦ Réponse : « Les administrations ». ■ Réponse : « Les particuliers ».

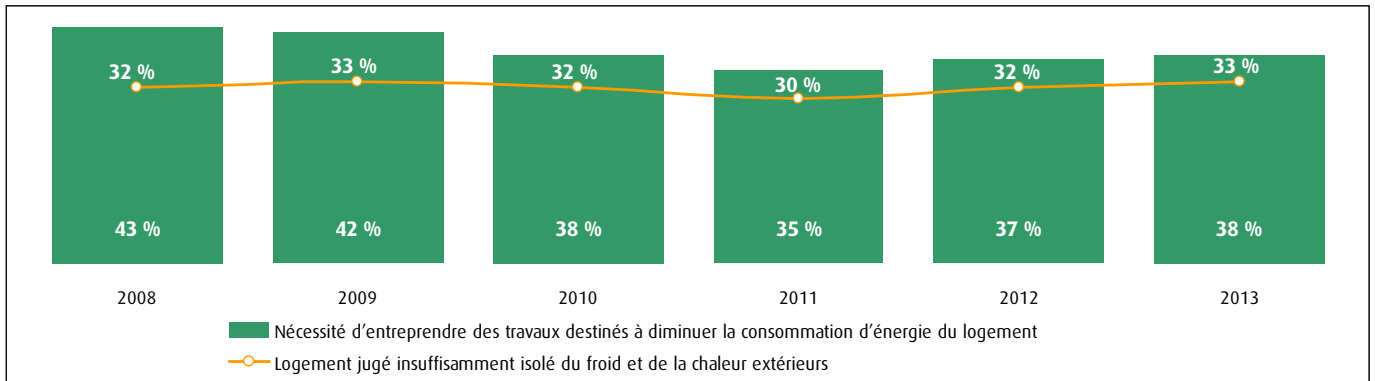
Sources : Insee-SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, novembre 2012 et 2013 ; Credoc-Ademe, enquête *Conditions de vie et aspirations des Français*, juin 2010.

## Logement et énergie

Comme en 2012, une personne interrogée sur trois juge que son logement est insuffisamment isolé. 38 % des ménages considèrent quant à eux qu'il serait nécessaire d'entreprendre des travaux destinés à diminuer la consommation d'énergie de leur habitat. En dépit d'une légère augmentation en 2013, la volonté d'investir dans des travaux d'amélioration de l'efficacité énergétique a globalement connu

une baisse de 5 points en cinq ans. Si les personnes les plus âgées (notamment les retraités) déclarent plus fréquemment vivre dans un logement bien isolé, il s'avère en revanche que les plus jeunes (et plus particulièrement les 30-39 ans) sont ceux qui souhaiteraient le plus entreprendre des travaux visant à maîtriser la consommation énergétique de leur habitat.

### Selon vous, votre logement est-il mal ou insuffisamment isolé du froid et de la chaleur extérieure ? Selon vous, serait-il nécessaire d'entreprendre des travaux destinés à diminuer la consommation d'énergie de votre logement (chauffage, isolation, ventilation...) ?



Source : Insee-SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages (2008-2013)

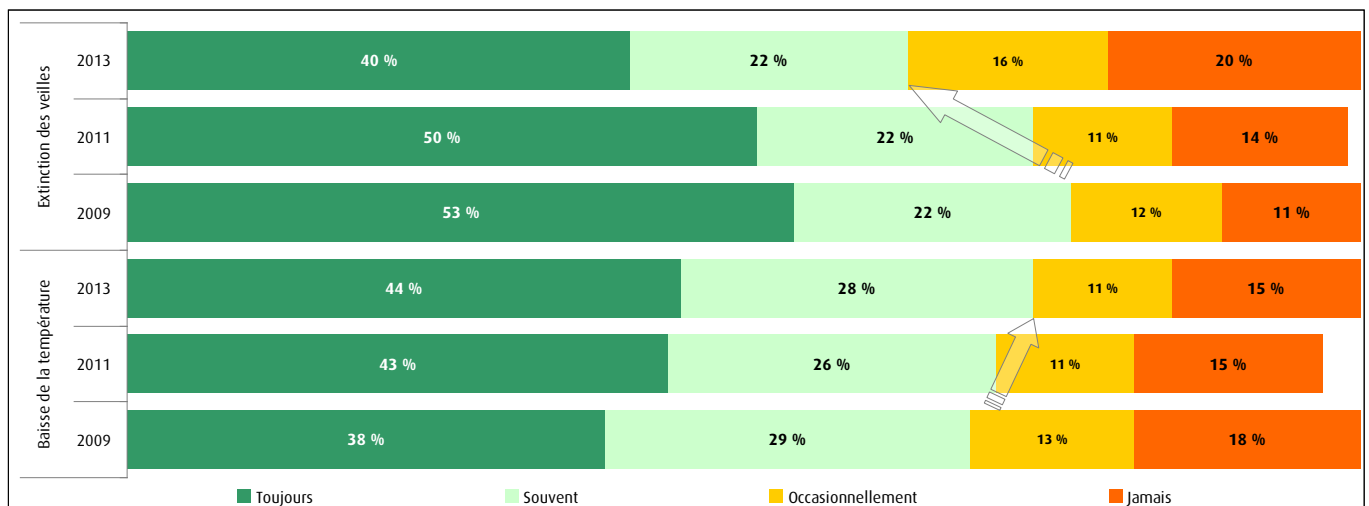
Relativement stables, les comportements en matière d'économie d'énergie sont moins déterminés par un effet générationnel que par un ancrage culturel et territorial. Ainsi, il apparaît que les ménages de l'agglomération parisienne sont beaucoup moins nombreux que ceux résidant hors des grandes agglomérations à ajuster systématiquement le niveau de température de leur logement pour réduire leur consommation. À l'échelle nationale, un Français sur quatre (contre près d'un tiers des ménages en région parisienne) reconnaît n'agir que rarement sur son thermostat pour faire des économies d'énergie. Considérée comme un moyen efficace de

limiter ses dépenses énergétiques, la régulation de la température du logement est une pratique dont la fréquence a augmenté (+ 5 points) entre 2009 et 2013, alors que dans le même temps l'extinction des veilles régressait nettement (- 13 points). Dans un contexte marqué par le renchérissement du coût de l'énergie, les ménages semblent concentrer leurs efforts sur les équipements les plus énergivores, au détriment d'autres pratiques sobres en énergie dont les gains potentiels sont plus difficiles à estimer pour les particuliers, d'un point de vue financier et environnemental.

### Évolution des pratiques de sobriété énergétique déclarées par les ménages entre 2009 et 2013

À votre domicile, vous arrive-t-il :

- de baisser le chauffage ou la climatisation afin de limiter votre consommation d'énergie ?
- de couper le mode veille des appareils électroniques ?



Note : le graphique ne fait pas apparaître les personnes qui n'ont pas répondu à la question (entre 2 et 5 % selon les années).

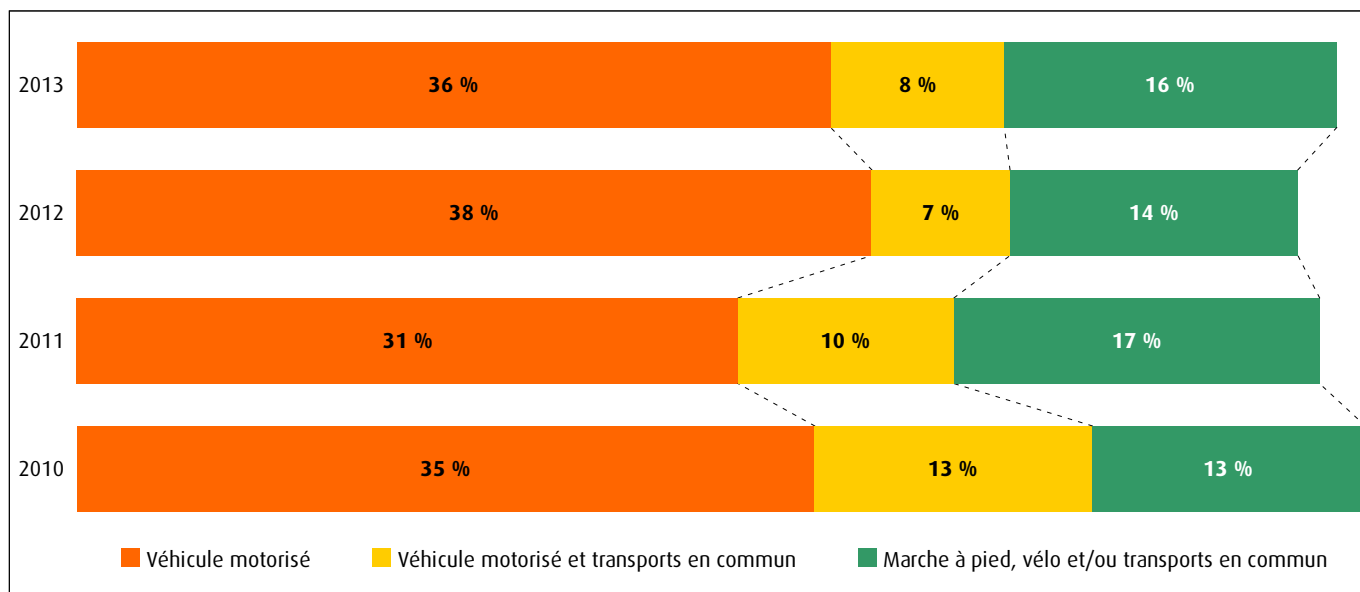
Source : Insee-SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages (2009-2013)

## Les transports

Les véhicules motorisés (et plus particulièrement l'automobile) restent le moyen privilégié par les Français pour se rendre quotidiennement sur leur lieu de travail. Cette prédominance s'observe de manière encore plus importante quand il s'agit d'aller faire ses courses, même si un recul significatif de ce moyen de transport (- 6 points) a été constaté en 2013. Qu'il s'agisse de se rendre sur leur lieu d'activité (+ 2 points) ou pour aller faire leurs courses (+ 3 points), les ménages déclarent de plus en plus avoir exclusivement recours à des modes de transport actif (marche, vélo) et/ou collectif. En

revanche, l'usage combiné de la voiture et des transports en commun reste en 2013 nettement moins important que ce qu'il était deux ans auparavant. Cela s'explique essentiellement par une modification des déplacements hors des aires urbaines (et plus particulièrement dans le monde rural). Dans les secteurs les plus enclavés, le recours à un véhicule motorisé pour effectuer le trajet domicile-travail ne relève pas tant d'un choix que d'une nécessité, du fait de l'offre limitée de transport collectif hors des grandes aires urbaines.

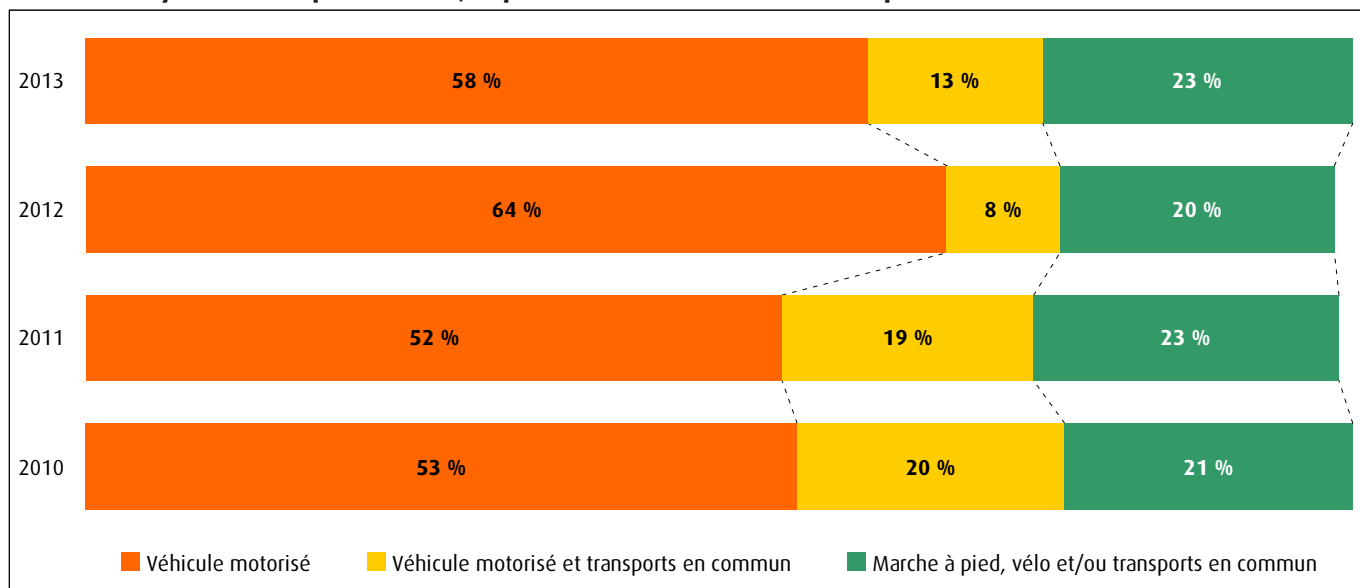
### Parmi les moyens de transport suivants, lequel utilisez-vous habituellement pour vous rendre sur votre lieu de travail ou d'études ?



Note : le graphique ne fait pas apparaître les personnes qui n'ont pas répondu à la question (entre 39 et 42 % selon les années).

Source : Insee-SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages (2010-2013)

### Parmi les moyens de transport suivants, lequel utilisez-vous habituellement pour faire vos courses ?



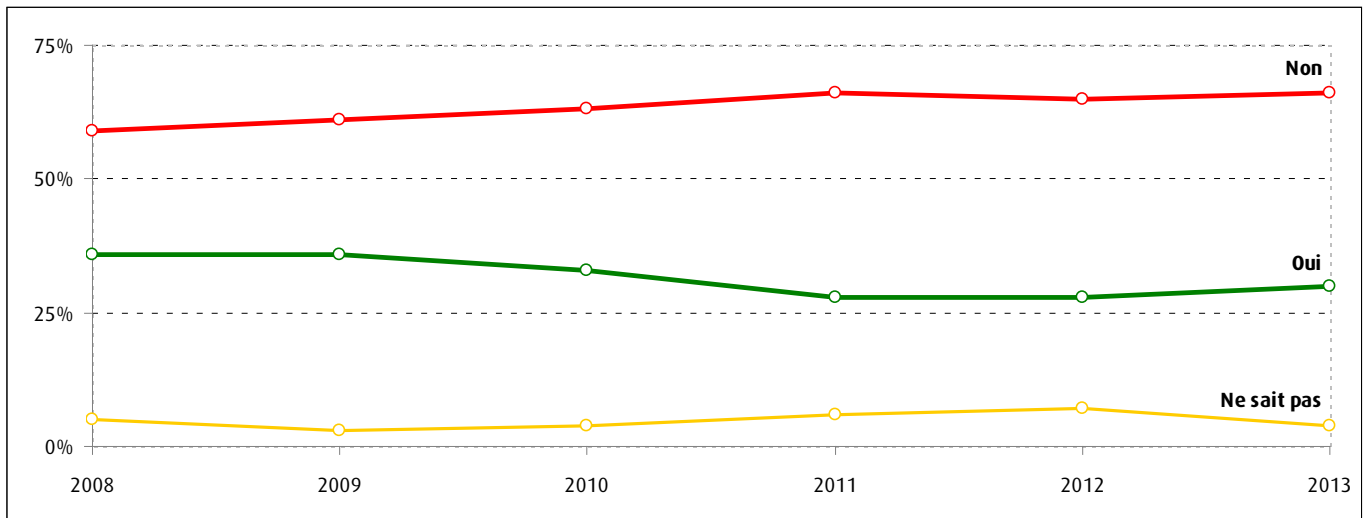
Note : le graphique ne fait pas apparaître les personnes qui n'ont pas répondu à la question (entre 5 et 7 % selon les années).

Source : Insee-SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages (2010-2013)

Comme en 2012, deux tiers des Français se montrent pessimistes quand ils sont interrogés sur l'éventualité d'un avenir où ils pourraient facilement se passer de leur voiture. Ce phénomène est d'autant plus marqué dans les communes situées à distance des grands pôles urbains. De manière générale, si 24 % de la population attend avant tout une amélioration des transports en commun pour renoncer à l'usage de l'automobile, il s'avère également que 37 % des Français ne voient pas ce qui pourrait à l'avenir les inciter à se passer de leur véhicule personnel. Dans les zones rurales, ces proportions atteignent respectivement 41 et 44 % des personnes interrogées. Parmi les autres facteurs qui pourraient encourager les ménages à moins recourir à leur véhicule motorisé, l'augmentation du coût d'utilisation de celui-ci (10 %) et une baisse des tarifs des transports en commun (9 %) sont particulièrement

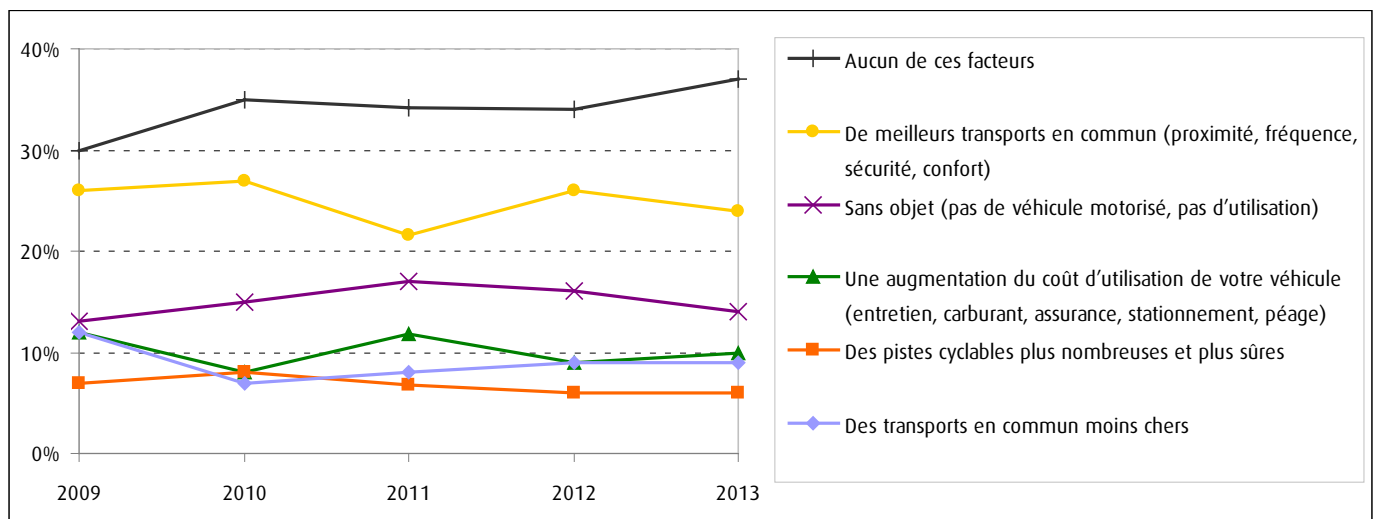
cités par les ménages les plus modestes. Ainsi, l'hypothèse d'une hausse des coûts d'usage automobile (entretien, carburant, assurance, stationnement et péage) préoccupe plus particulièrement les personnes qui résident en périphérie d'agglomérations moyennes, alors que le prix des transports collectifs est un enjeu plus fréquemment cité dans les grandes agglomérations, notamment par les chômeurs et les ouvriers. Toutefois, 30 % des Français pensent qu'il leur sera possible de se déplacer sans voiture à l'avenir. C'est notamment le cas dans les grandes villes françaises. Une petite part de ceux qui seraient disposés à adopter des modes de déplacement actifs conditionnent toutefois ce changement à l'amélioration et au développement des réseaux cyclables. Parmi eux, ce sont les plus jeunes et les plus diplômés qui expriment fréquemment ce type d'attente.

### Là où vous habitez, pensez-vous qu'à l'avenir il sera de plus en plus facile pour vous d'effectuer vos déplacements quotidiens (travail, études, loisirs, courses) sans voiture ?



Source : Insee-SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages (2008-2013)

### Lors de vos déplacements quotidiens (travail, études, loisirs, courses), quel facteur vous encouragerait à moins utiliser votre voiture (y compris un véhicule utilitaire), votre moto ou votre scooter ?



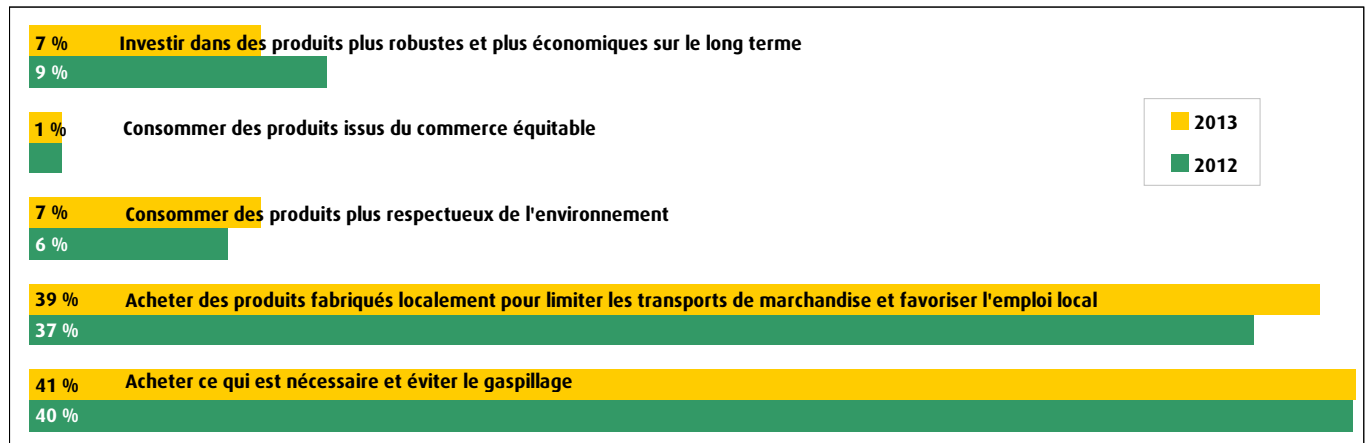
Source : Insee-SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages (2009-2013)

## Gestes quotidiens et consommation responsable

En 2013, deux « définitions » de la consommation responsable s'imposent encore très nettement. Citée par 41 % des Français, la première consiste à n'acheter que ce qui est nécessaire afin d'éviter tout gaspillage. À un niveau sensiblement identique (mais en progression de 2 points), la seconde se focalise davantage sur les circuits courts et la proximité, en privilégiant les emplois locaux et la réduction de

la distance parcourue par les produits. Le respect de l'environnement (7 %), la robustesse des produits (7 %) et leur caractère « équitable » (1 %) sont des dimensions moins valorisées de la consommation responsable pour les Français, même si elles rejoignent pour partie les enjeux de sobriété et de proximité qui caractérisent les deux principales définitions.

### On parle de plus en plus de « consommation responsable ». Selon vous, la consommation responsable, c'est en priorité ?

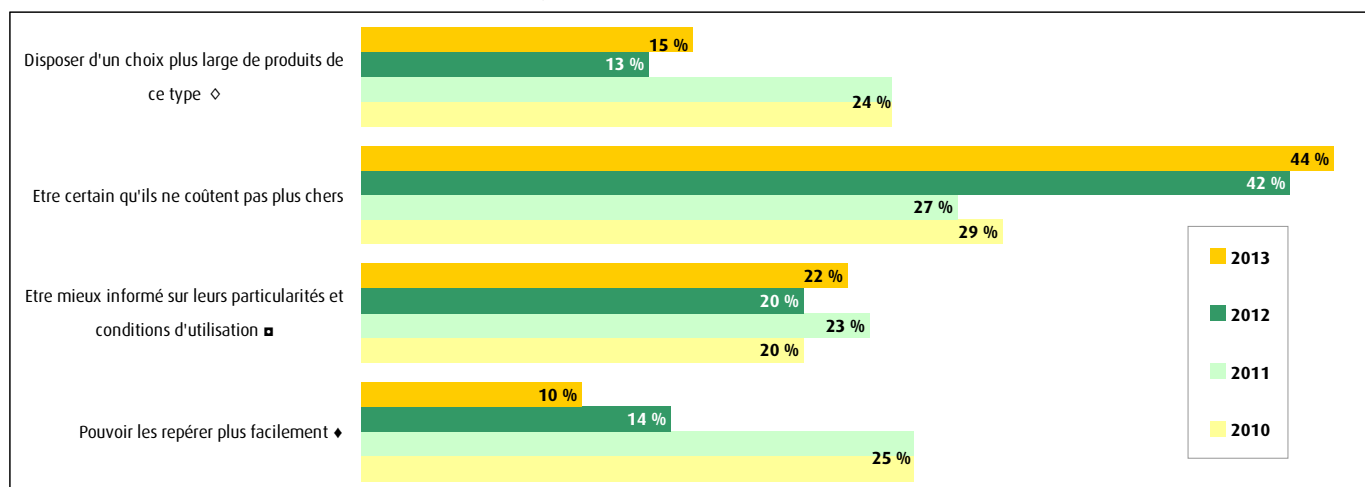


Source : Insee-SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages (2012-2013)

Alors que près d'un Français sur deux voulait en 2010 pouvoir mieux repérer les produits respectueux de l'environnement et disposer d'un choix élargi en la matière, ils ne sont plus que 25 % à exprimer ce type d'attente. Dans un contexte fortement marqué par la crise économique, les ménages ne se détournent pas pour autant des enjeux écologiques liés à leur mode de consommation : ils demandent avant tout que les produits respectueux de l'environnement ne coûtent pas plus chers (44 %). Plus de la moitié

des Français considérant qu'il est assez facile de trouver ces produits dans les magasins (cf. *Eurobaromètre Flash 367, déc. 2012*), l'enjeu n'est plus pour eux de savoir comment les repérer (- 15 points en trois ans). En revanche, plus d'un cinquième des enquêtés envisageraient de consommer de manière plus respectueuse de l'environnement s'ils étaient mieux informés sur les particularités des éco-produits et leurs conditions d'utilisation.

### Qu'est-ce qui vous inciterait à acheter davantage de produits respectueux de l'environnement ? \*



Remarques : dans l'enquête menée en 2010 et 2011 par le Credoc pour le compte de l'Ademe, certains intitulés différaient.

\* L'énoncé de la question était « Qu'est-ce qui personnellement, vous aiderait à consommer de façon plus respectueuse de l'environnement ? »

♦ Le libellé était « Repérer plus facilement les produits respectueux de l'environnement par rapport aux produits classiques »

■ Le libellé était « Être mieux informé des réflexes à adopter »

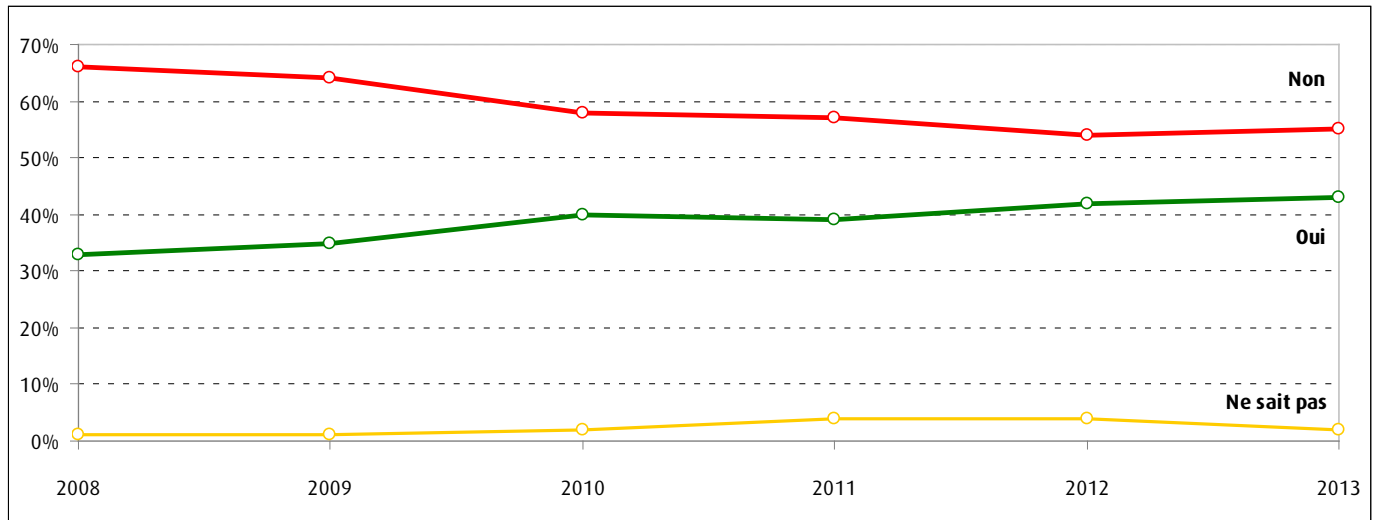
◊ Le libellé était « Avoir un choix plus large de produits respectueux de l'environnement dans les différents rayons »

Sources : Insee-SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, novembre 2012 et 2013 ; Credoc-Ademe, enquête *Conditions de vie et aspirations des Français*, juin 2010 et 2011

En cinq ans, la part des Français déclarant avoir récemment acheté des produits bio en magasin a connu une croissance progressive de 10 points, pour atteindre un niveau de 43 %. Cette moyenne nationale dissimule la persistance de différences notables au sein de la population. Ainsi, cette proportion s'élève à plus d'une personne sur deux dans les grandes villes, chez les 50-59 ans et les diplômés

de l'enseignement supérieur. Inversement, l'achat de produit bio au cours du mois écoulé se fait plus rare chez les personnes les moins diplômées, chez celles résidant en périphérie parisienne ou dans des communes moyennes, ainsi que dans les ménages de plus de quatre personnes et chez les populations les plus âgées.

### Au cours du dernier mois, vous-même ou un membre de votre ménage, avez-vous réalisé des achats dans un magasin bio ou dans le rayon bio d'un supermarché ?

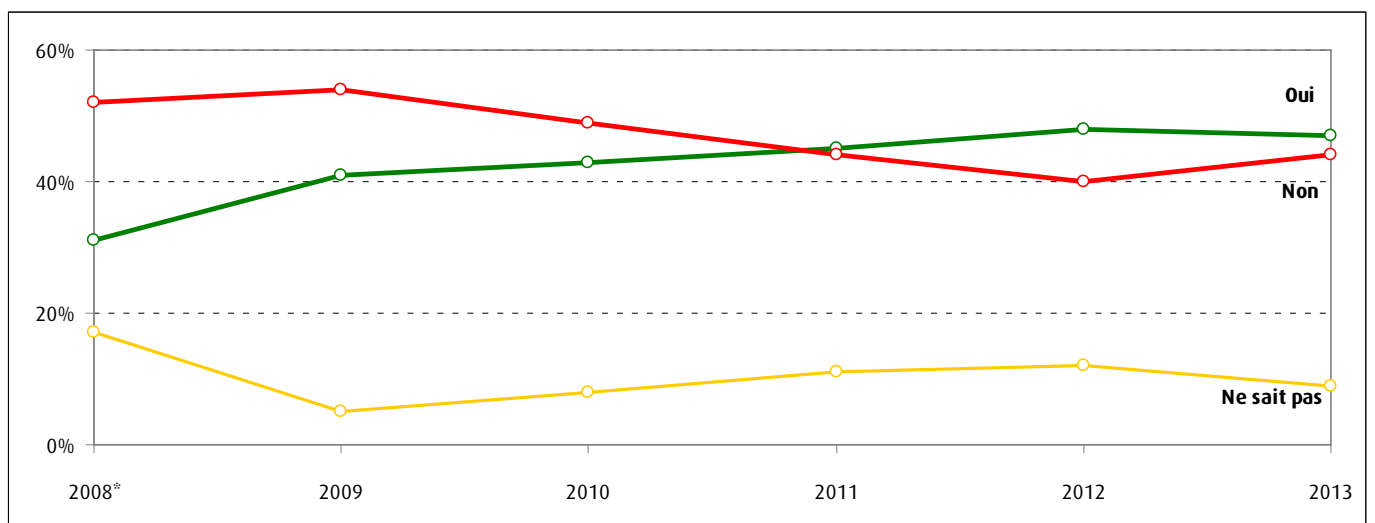


Source : Insee-SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages (2008-2013)

Après avoir progressé de 7 points entre 2009 et 2012, la part des enquêtés qui déclarent avoir récemment acheté un produit portant un label écologique a connu un léger infléchissement en 2013. Près d'un consommateur sur deux semble avoir pris l'habitude de tenir compte de l'étiquetage environnemental au moment de faire ses choix. Comme le montrent les résultats de l'Eurobaromètre 367 (*op. cit.*), 43 % des ménages français se disent en effet convaincus qu'acheter des produits écolabellisés « peut faire une vraie différence pour l'environnement ». De même, l'impact environnemental des produits est considéré par plus d'un Français sur trois (36 %) comme

un critère d'achat « très important », ce qui explique en partie pourquoi plus d'un quart de la population nationale (27 %) affirme acheter « souvent » des produits respectueux de l'environnement. L'évolution de la demande constatée ces dernières années a été facilitée par un ajustement de l'offre : entre 2010 et 2012, le nombre de certifications « Ecolabel européen » a cru de près de 79 % (source : Afnor Certification, 2013), permettant ainsi aux consommateurs de trouver en rayon davantage de produits correspondant à leurs attentes.

### Au cours du dernier mois, vous-même ou un membre de votre ménage, avez-vous acheté un ou plusieurs produits portant un label écologique (comme par exemple le label NF Environnement) ?



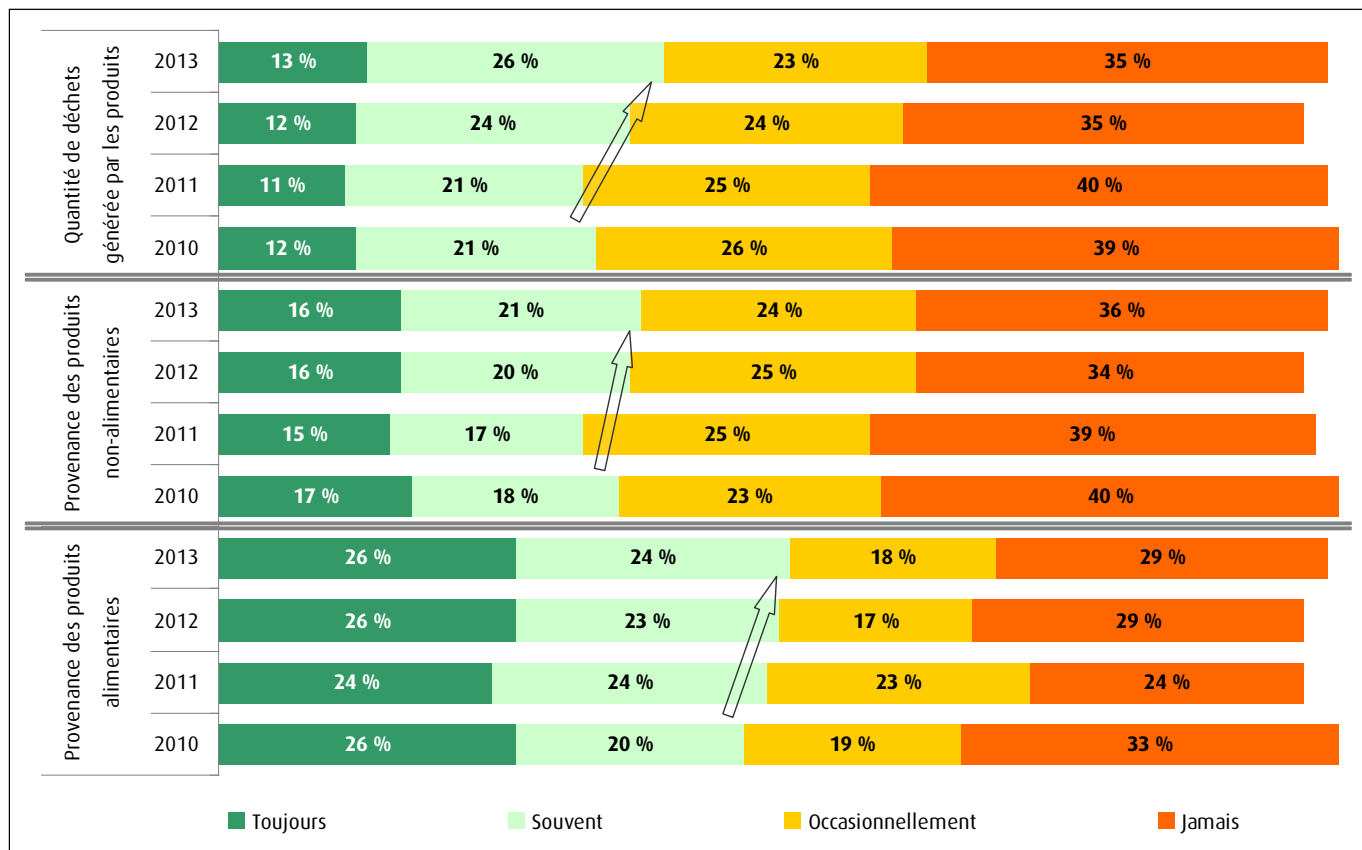
\* En 2008, le libellé était « Au cours du dernier mois, vous-même ou un membre de votre ménage, avez-vous acheté un ou plusieurs produits portant le label NF Environnement ? »

Source : Insee-SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages (2008-2013)

Entre 2010 et 2013, les résultats de l'enquête montrent une progression générale de la vigilance des Français à l'égard de la provenance des produits ou de la quantité de déchets générée par leur consommation. Une personne sur deux déclare faire fréquemment attention à la distance parcourue par les produits alimentaires. Il n'en va pas de même concernant les autres produits (vêtements, chaussures, meubles) : seuls 16 % des personnes interrogées consultent systématiquement les étiquettes de ces marchandises (contre 26 % pour les fruits, les légumes et la viande) afin de connaître leur

origine géographique. Concernant le conditionnement des produits, près de quatre Français sur dix affirment prendre régulièrement en considération la quantité de déchets qu'ils sont susceptibles de générer. Ils ne sont toutefois que 13 % à en faire un critère de choix systématique. C'est tout particulièrement à Paris et en milieu rural que cette volonté de limiter les déchets s'exprime le plus fréquemment. Plus généralement, ce sont les personnes les plus âgées qui s'avèrent être les plus soucieuses de la provenance des produits et du volume que leurs emballages occuperont dans leur poubelle.

**Lorsque vous achetez certains produits, faites-vous attention à la quantité de déchets que cela implique ? à la distance parcourue pour leur transport ?**



Note : le graphique ne fait pas apparaître les personnes qui n'ont pas répondu à la question (entre 2 et 5 % selon les années).

Source : Insee-S0eS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages (2010-2013)



## Méthodologie

L'Insee réalise chaque mois l'enquête de conjoncture auprès des ménages (Camme) par téléphone auprès de 2 000 individus environ. L'échantillon est constitué de ménages ordinaires équipés d'une ligne de téléphone fixe (tirées dans la base de données de France Télécom) et résidant en France métropolitaine. La personne interrogée est indifféremment le titulaire de la ligne ou son conjoint.

Son objectif est de recueillir l'opinion que se font les ménages, résidant en métropole, sur la conjoncture économique générale de la France d'une part, sur leur situation financière personnelle, leurs intentions en matière d'épargne et d'achats de biens d'équipements d'autre part, selon un questionnaire inchangé et dans des délais stricts. Ces informations sont destinées à fournir une aide au diagnostic conjoncturel de l'économie française et européenne.

Le dispositif permet également, le cas échéant et sur un mois donné, de rajouter une micro plate-forme de 20 questions maximum sur des sujets variables. C'est le cas de la plateforme Environnement, proposée par le SOeS depuis 2008.

La vocation de la plateforme Environnement de l'enquête Camme est de faire des diagnostics conjoncturels sur la manière dont les individus appréhendent les enjeux environnementaux généraux, certaines évolutions dans le domaine de la consommation, des déplacements ou de l'habitat et les conséquences sur leurs propres comportements.

Deux dimensions sont abordées :

- **les opinions**, c'est-à-dire des points de vue, des prises de position exprimés verbalement à propos d'un sujet ou d'un débat d'actualité ;
- **les pratiques**, les comportements mis en œuvre par les individus.

Les chiffres indiqués correspondent à des pratiques déclarées. Ils sont donc susceptibles d'être surévalués par rapport aux pratiques effectives des ménages. Cette surestimation peut être due à un mécanisme dit de « désirabilité sociale » fréquemment observé dans les enquêtes d'opinions centrées sur des sujets comme l'environnement pour lesquels il existe souvent une adhésion consensuelle. Il s'agit pour l'individu interrogé de répondre en adéquation avec ce qu'il juge être une valeur ou une attitude socialement valorisée. Par ce processus, l'enquête contribue donc à amplifier l'écart entre ce que disent et ce que font les individus.

Dans le cadre d'un partenariat avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) visant à limiter une redondance des études d'opinion, le SOeS a modifié en 2012 une partie de son questionnaire. La transformation de certains énoncés a cependant pour effet de compliquer la comparabilité des données collectées au fil du temps.



## Chiffres & statistiques

**Commissariat général  
au développement  
durable**

**Service  
de l'observation  
et des statistiques**

Tour Voltaire  
92055 La Défense cedex  
Mel : diffusion.soes.cgdd  
@developpement-  
durable.gouv.fr

**Directeur  
de la publication**  
Sylvain Moreau

**ISSN** : 2102-6378

© SOeS 2014

Éric PAUTARD